


En quelques Clics

Le Centre de documentation vous informe !

n° 146, 20 octobre 2014


Pour accéder aux documents, cliquer sur 

Au fil de la semaine...

Collectivités territoriales

• Les finances publiques locales.

Cour des comptes. Octobre 2014. 402 p.

Ce rapport analyse la situation financière des collectivités territoriales et de leurs groupements, ainsi que les enjeux qui s'y attachent. Du fait du poids représenté par les administrations publiques locales dans les comptes publics, les collectivités territoriales ont vocation à participer aux efforts de redressement des comptes publics entrepris dans le cadre des engagements européens de la France. 


Contractualisation

• Auditions sur les contrats de projets Etat régions (CPER). Sénat. Dossier Vidéo.

>> J-L. Lebuy, Conseiller maître de la Cour des Comptes.

>> Les questions d'Albéric de Montgolfier, rapporteur général de la Commission des finances.

>> C. Larmagnac, Cheffe de la mission contractualisation et partenariats territoriaux.


>> G. Mergy, Délégué général de l'Association des Régions de France. 

. Le débat.

• La contractualisation territoriale des conseils régionaux.

Gwénaél Doré.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 1, 2014, pp. 157-174.


Au travers d'une enquête menée auprès de toutes les régions, l'auteur a pu établir la quasi-généralisation des pratiques de contractualisation infrarégionale des régions et leur apport en ingénierie aux territoires. Après avoir présenté la place des budgets régionaux d'aménagement des territoires, sont analysés les modalités de contractualisation, le rôle assuré par le contractant local, généralement un Pays, les types de financements et les priorités thématiques. 

Développement durable

• Les parcs naturels régionaux : chiffres clés.

CGDD ; Antoine Lévêque ; Christian Feuillet.

Etudes et documents, n° 115, octobre 2014. 60 p.


Les parcs naturels régionaux qui couvrent 1/8 du territoire, sont des espaces habités à dominante rurale, singuliers et fragiles, forts d'une identité marquée par la richesse de leurs patrimoines naturel, paysager et culturel. Depuis plus de 40 ans, ils constituent des outils originaux d'aménagement du territoire et de développement durable. Les 24 fiches regroupées dans ce dossier explorent des thèmes aussi variés que la démographie, l'urbanisme, les espaces naturels, les activités économiques... 

Développement économique

• Economie circulaire : source d'innovation et de compétitivité.

CCI Paris-Ile-de-France ; Nadia Caïd.

Friedlands papers, octobre 2014. 6 p.


Cet article présente un état des lieux de l'introduction et de la diffusion de l'économie circulaire dans le monde et en France, ses bénéfices financiers potentiels et des exemples de bonnes pratiques des entreprises. Il présente également les barrières à sa mise en œuvre ainsi que quelques recommandations préliminaires. C'est en dernier lieu la viabilité économique du modèle qui lui permettra de se diffuser rapidement. 

Economie sociale et solidaire

• L'insertion par l'activité économique en 2012.

Dares analyses, n° 79, octobre 2014. 12 p.


Quels sont les principaux éléments à retenir de cette analyse ? En 2012, en moyenne chaque mois, près de 128 000 salariés en insertion ont travaillé

dans une structure de l'insertion par l'activité économique (IAE), soit une augmentation de 4,2 % par rapport à l'année précédente. On constate que les salariés passés par une structure de l'IAE sont peu nombreux à être en emploi à la sortie : c'est le cas d'un tiers des sortants d'ateliers d'insertion et de moins d'un quart des sortants d'entreprises d'insertion. 

• Le crowdfunding made in France.

Bogdan Filip Popescu ; Fantine Lefèvre.

La Gazette de la Société et des Techniques, n° 78, 9/2014. 4 p.


Vouloir faire de Paris la capitale européenne du *crowdfunding*, telle est l'ambition politique affichée jusqu'à présent. Cet outil de l'économie du partage permet à des entrepreneurs à la recherche de financement de faire appel à un grand nombre d'épargnants via des plateformes web. En s'appuyant sur une comparaison d'un millier de plateformes internationales et sur des entretiens avec les parties prenantes du secteur, les auteurs ont tenté d'apporter un éclairage sur le *crowdfunding* et formulé des propositions fondées sur trois principes : réglementation, communication et éducation financière. 

Habitat - Logement

• Les dynamiques locales dans le logement social de 1999 à 2011 : l'effet de la loi SRU.

CGDD ; Benjamin Vignolles.


Le point sur, n° 195, octobre 2014. 4 p.

La répartition de l'offre résidentielle sociale locative sur le territoire ainsi que son évolution au cours des dix dernières années témoignent de fortes disparités entre communes. L'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000 est la principale politique visant à favoriser un développement équilibré de l'offre sociale locative sur le territoire. Elle a joué un rôle essentiel dans le développement des logements sociaux au cours des années 2000. 

• La gestion sociale des organismes d'Hlm face aux nouveaux enjeux de société.

USH-Direction des politiques urbaines et sociales ; I. Sery.

Cahiers d'Actualités Habitat n° 159, juillet 2014. 60 p.

Ce document est une synthèse d'une recherche-action pilotée par 10 organismes Hlm du réseau « Habitat social pour la ville ». Objectif : approfondir la réflexion sur les conséquences des évolutions sociales sur l'organisation, les métiers et l'équilibre économique des organismes d'Hlm. Questionnements : comment mieux prendre en compte les attentes des habitants pour améliorer l'efficacité sociale de la relation organismes Hlm/habitants ? Comment faire évoluer les modes d'organisation, les compétences et les métiers pour mieux répondre à la vulnérabilité des ménages ? Comment objectiver les coûts et la création de valeur de la fonction sociale sur les territoires ? 

Intercommunalité


• L'interterritorialité au prisme de la solidarité territoriale spontanée. Synthèse.

Association des directeurs généraux de communautés de France (ADGCF). Octobre 2014. 17 p.

L'ADGCF a analysé les transferts de masse salariale entre intercommunalités liés aux déplacements quotidiens des actifs afin d'identifier des systèmes interterritoriaux structurés et d'évaluer leur profil socio-économique. Au terme de cette analyse, l'ADGCF identifie trois types de systèmes interterritoriaux :

. Les systèmes interterritoriaux de la « triple peine ». Ils cumulent difficultés démographiques, économiques et sociales. Ils se situent principalement le long de la « diagonale du vide », dans le Nord-Est de tradition industrielle, et dans la grande périphérie ouest et sud du bassin parisien.

. Les systèmes interterritoriaux résidentiels. À dominante touristique, ils ont une situation sociale contrastée, que ce soit en termes d'attractivité résidentielle ou de taux de chômage et de vitalité économique. On les retrouve au sein du Massif Central, en Languedoc-Roussillon, en PACA.

. Les systèmes interterritoriaux privilégiés. À dominante productive, ils ont une situation sociale favorable et se situent en majorité le long d'un axe nord-sud. 

Villes numériques, villes intelligentes ?

Urbanisme, n° 394
Automne 2014. pp. 24-69.

« Les villes numériques sont contemporaines de l'irruption d'Internet dans le paysage européen. Les villes intelligentes, elles, sont à la croisée entre le développement des TIC dans la ville et l'affirmation d'un nouveau paradigme du développement, celui qui porte sur le principe de durabilité... La ville intelligente est d'abord une ville expérimentale... Il reste beaucoup d'inconnues à lever avant de répliquer les réussites et de passer à une échelle plus grande. »

(Extrait de l'édition
E. Eveno, J-M. Mestres)



Métropole

• Grand Paris, le temps des réalisations.

Comité interministériel du 13 octobre 2014 à Créteil.

Dossier de presse :

Discours du Premier Ministre :

• Les métropoles, locomotives de l'innovation ?

Adélaïde Ploux-Chillès.

Idées économiques et sociales, 2014/2, n° 176, p. 14-23.

Les images de pollution de l'air en Chine font de plus en plus souvent la Une des actualités. La concentration urbaine excessive est alors pointée du doigt. Pourtant, les métropoles sont aussi un atout économique essentiel, facteur d'innovation et de croissance économique. Comment faut-il alors gérer le développement de ces métropoles pour limiter leurs externalités négatives et accroître leurs externalités positives ?

Mobilité - Transports

• Les transports, ressort et levier de la construction métropolitaine ?

Aurélien Delpirou.

Métropolitiques, 24 septembre 2014. 5 p.

À Paris, Lyon et Marseille, le développement des transports collectifs est un élément central du projet métropolitain. Toutefois, les enjeux et les démarches sont très différents d'une ville à l'autre. L'auteur compare les trois situations et analyse les forces et faiblesses de chacune des stratégies.

Politique de la ville

• Contrats de ville. Document de référence sur les enjeux.

Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV).

Septembre 2014. 8 p.

Partant des textes réglementaires, circulaires et documents ressources, cette note vise à rendre compte des enjeux inhérents aux contrats de ville dans le contexte de leur élaboration.

Questions sociales

• Pauvretés, précarités, exclusions.

Mission régionale d'information sur l'exclusion Rhône-Alpes (MRIE) Octobre 2014. 340 p.

"La crise, ou plutôt les crises se sont approfondies, d'autres même ont émergé", selon le président de la MRIE, qui défend le rôle de l'innovation sociale pour remédier à l'aggravation de la précarité en France. Si l'expérimentation est souvent nécessaire, dans la mesure où elle permet d'avancer plus rapidement, et sous réserve qu'une véritable évaluation soit partagée entre décideurs et bénéficiaires, elle doit être conduite sans perdre de vue que - la généralisation du micro-local - fonctionne rarement. »

Réforme territoriale

• 10 propositions des régions pour la réforme territoriale.

ARF. Octobre 2014. 27 p.

Réunies à Toulouse pour leur 10e congrès, les Régions réclament notamment la compétence exclusive de soutien aux PME et ETI. Elles ont par ailleurs jugé "inacceptable" l'enveloppe de l'Etat dévolue aux contrats de plan.

• 15 propositions pour l'action régionale et les territoires.

Syndicat National des Directeurs Généraux des collectivités territoriales (SNDGCT) ; Stéphane Pintre.

La Gazette, Cahier détaché, n° 2-38/2240, 13/10/ 2014. 32 p.

Dans cette contribution, le SNDGCT invite le législateur à aller plus loin dans la décentralisation et à faire le pari de l'intelligence territoriale et formule pour cela 15 propositions pour l'action régionale dans les territoires.

Rural

• "Les territoires ruraux font partie de l'ADN de notre République". Patrick Kanner. Vidéo.

"Si demain, nous avons de très grandes régions, puissantes et stratégiques, et des intercommunalités renforcées, il y a quand même la place pour les départements, notamment dans une logique d'antirelégation." Telle est l'analyse de Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, qui intervenait sur le plateau d'Acteurs publics TV à l'occasion de la Convention de l'intercommunalité. "Les territoires ruraux font partie de l'ADN de notre République", insiste le ministre.

• La ruralité est-elle archaïque ?

Philippe Dubourg.

Métropolitiques, 10 octobre 2014. 5 p.

La ruralité est-elle archaïque à l'heure de la mondialisation et de la métropolisation ? Tout l'arsenal de réformes et de lois qui se mettent en place peu à peu, souvent au forceps, tendent à accréditer cette idée. La crise économique a bon dos pour (dés)intégrer les petites collectivités sous le rouleau compresseur de la finance mondiale.

• Les territoires ruraux seront urbains (ou ne seront pas).

Jacques Levy - Actes des 20èmes controverses européennes de Marciac. 10/ 2014.

Pour le géographe, le contexte est le suivant : le rural n'existe plus ici. Maintenir une césure ville/campagne, c'est au mieux se bercer d'illusions, au pire cultiver le terrain d'une crise politique majeure sur fond de repli identitaire. La solution ? Epouser les valeurs de l'urbanité pour réinventer un horizon progressiste.

• Repenser le rural, en finir avec un certain développement local.

Daniel Béhar - Actes des 20èmes controverses européennes de Marciac, 10/ 2014.

Le discours de la fracture est à la mode, proposant l'image d'un territoire dont des pans entiers décrochent tout le long d'une ligne de faille. De part et d'autre, il y aurait ainsi les territoires gagnants et les territoires perdants. Deux France, celle des grandes métropoles où se crée la richesse et l'autre, dite périphérique, où seraient relégués les trois-quarts de la population laborieuse. Le succès médiatique et politique d'une telle géographie socioéconomique, appelle nécessairement quelques réflexions plus nuancées. Où sont réellement les injustices territoriales et les « nouveaux déserts français » ? Quels sont les critères pertinents pour les repérer ? Quelles politiques publiques sont-elles efficaces et pour quels objectifs ? Le géographe Daniel Béhar donne son point de vue sur ces questions.

Urbain

• La ville, une œuvre ouverte ?

Questions de communication, n° 25, 2014.

Au sommaire :

La communication inhérente à la nouvelle condition urbaine : H. Marchal / « Les formes informent » : le retour du symbolique dans la fabrique de la ville néolibérale : O. Chadoin / Leçons de démocratie urbaine : P. Hamel / Repenser la ville à l'heure des injonctions au développement durable : P. Hamman / La ville et ses doubles. P. Arnould / Mobilités territoriales, médiations associatives et mémoires urbaines : S. Cattacin / Chiffres, approches et paradoxes de la pauvreté urbaine : J. Damon...

Zonages

• Rapport sur les zones de revitalisation rurale (ZRR).

Assemblée nationale ; Alain Calmette ; Jean-Pierre Vigier.

Rapport d'information, n° 2251, 8 octobre 2014. 154 p.

Dans un contexte de raréfaction de la dépense publique, il est utile d'analyser la pertinence des dispositifs applicables en ZRR : sont-ils en mesure de renforcer effectivement l'attractivité des territoires ruraux les plus fragiles ?

Union européenne

• Making Europe Open and Polycentric.

Vision and Scenarios for the European Territory towards 2050.

Comité ESPON. Octobre 2014. 30 p.

Le rapport final du projet de recherche "Vision et scénarios pour le territoire européen à l'horizon 2050", mené par les membres du Comité ESPON, en lien avec les institutions européennes et d'autres experts européens offre une vision commune pour le territoire européen ; elle servira de cadre de référence à long terme pour un développement plus cohérent des politiques européennes, en particulier de la politique de cohésion.

Le carré législatif

• Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

• Décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris.

• Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville.

• Circulaire Premier ministre du 9 octobre 2014 relative à la création de Maisons de l'Etat.

• **Projet de loi de finances pour 2015 - Mission Politique des territoires.** Extraits du bleu budgétaire.

>> Programme 112 : "Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire" (45 p. ; version du 7/10/2014)

>> Programme 147 : "Politique de la ville" (44 p. ; version du 7/10/2014)

• **Documents de politique transversale (DPT)**

>>DPT relatif à la prévention de la délinquance

>>DPT relatif à la justice des mineurs

>>DPT relatif à la politique en faveur de la jeunesse